

# ACTION URGENTE

## PAKISTAN. DES PROCHES DE RESPONSABLES POLITIQUES SONT VICTIMES DE DISPARITIONS

Trois proches de personnes travaillant dans le milieu politique affiliées au Mouvement du Pakistan pour la Justice (Tehreek-e-Insaf, PTI), un parti d'opposition, ont été victimes d'une disparition forcée en juin 2024. Azhar Mashwani est membre de ce parti et ses deux frères – les professeurs Mazhar ul-Hassan et Zahoor ul-Hassan – ainsi que le frère de Shahbaz Gill, Ghulam Shabbir, ont disparu respectivement le 6 et le 9 juin. On ne sait toujours pas où se trouvent ces trois hommes, malgré les efforts de leurs familles pour les localiser en s'adressant à la police et au tribunal. Une pratique s'appuyant sur des disparitions forcées est en train d'émerger, semble-t-il pour intimider les personnes vivant à l'étranger qui critiquent le gouvernement et l'armée du Pakistan. Le gouvernement pakistanais doit immédiatement révéler où se trouvent ces hommes et veiller à ce qu'une enquête efficace, indépendante et impartiale soit menée sur ces disparitions.

**PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS**

**Ministre de l'Intérieur, M. Mohsin Naqvi**  
Ministry of Interior, R Block, Pak Secretariat  
Islamabad  
Pakistan  
Tél. : + 92 51 9212026  
Fax : + 92 51 9212026  
Courriel : secretary@interior.gov.pk

Monsieur le Ministre,

Je vous écris pour vous faire part de ma vive inquiétude quant à la pratique de disparition visant des proches de membres du Mouvement du Pakistan pour la Justice (Tehreek-e-Insaf, PTI). Les professeurs Mazhar ul-Hassan et Zahoor ul-Hassan ont disparu de leur domicile à Lahore le 6 juin 2024, vers 2h45. Tous deux sont frères d'Azhar Mashwani, qui était référent en matière de réseaux sociaux pour l'ancien Premier ministre pakistanais, Imran Khan, qui a préféré s'exiler en dehors du pays. Par la suite, le 8 juin, Ghulam Shabbir, frère du Dr Shahbaz Gill, ancien assistant spécial du Premier ministre Imran Khan, a également disparu dans des circonstances similaires. On ne sait toujours pas où se trouvent ces trois hommes, bien que leurs familles aient entrepris diverses démarches pour les localiser, en portant plainte auprès de la police et en faisant appel à la Haute Cour de Lahore.

Il est inquiétant de constater que des membres de la famille n'ayant aucune affiliation avec des partis politiques sont pris pour cible, apparemment pour intimider, harceler et faire taire les détracteurs du gouvernement. En outre, ce n'est pas la première fois que le professeur Zahoor, l'une des personnes visées, est enlevé à son domicile. Déjà le 10 mai 2023, il avait été détenu à l'isolement dans une cellule de 1,80 mètre par 2,50 mètres, sans exposition à la lumière du soleil, pendant 145 jours.

Je suis vivement préoccupé(e) par la sécurité et le bien-être de ces trois hommes victimes d'une disparition forcée et crains qu'ils ne soient soumis à la torture pendant leur détention illégale. Je redoute que cette pratique de disparition forcée ne s'intensifie, dans le but de réprimer le droit à la liberté d'expression et de réunion pacifique au Pakistan.

**Aussi je prie votre ministère de veiller à :**

- divulguer le lieu où se trouvent les trois personnes disparues et garantir leur retour immédiat et en toute sécurité ;
- mener une enquête efficace, indépendante et impartiale sur la disparition de ces hommes et traduire en justice devant un tribunal civil ordinaire, dans le cadre d'un procès équitable, toutes les personnes soupçonnées d'être pénalement responsables ;
- mettre fin à la pratique des disparitions forcées et révéler le sort réservé à toutes les personnes disparues de force et le lieu où elles se trouvent ;
- envisager de ratifier rapidement la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, sans réserve, et reconnaître la compétence du Comité des disparitions forcées s'agissant de recevoir et d'examiner les communications présentées par des victimes ou en leur nom et par d'autres États parties.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

## COMPLÉMENT D'INFORMATION

Mazhar ul-Hassan et Zahoor ul-Hassan, frères d'Azhar Mashwani, membre du Mouvement du Pakistan pour la Justice (Tehreek-e-Insaf, PTI), ont été enlevés à l'aube du 6 juin 2024 par des hommes armés qui sont entrés de force dans leur résidence à Lahore. Ceux qui sont entrés dans la maison étaient des hommes en civil ainsi que des agents portant l'uniforme du service de lutte contre le terrorisme (CTD). Personne n'a eu aucune nouvelle des deux frères depuis et personne n'a pris contact avec la famille. Une requête en *habeas corpus* a été déposée auprès de la Haute Cour de Lahore, mais la police a refusé de les présenter au tribunal malgré les multiples directives de la cour. Par la suite, Ghulam Shabbir, le frère de Shahbaz Gill, assistant spécial du Premier ministre lorsqu'Imran Khan occupait ce poste (de 2018 à 2022), a été enlevé le 8 juin vers 23h45 alors qu'il quittait son domicile à Lahore pour se rendre à Islamabad. On ignore où il se trouve depuis lors. La disparition de Ghulam Shabbir a eu lieu quelques heures à peine après une perquisition de la police au domicile ancestral de la famille à Faisalabad, le 8 juin à 20 heures.

Ce n'est pas la première fois que la famille d'Azhar Mashwani est prise pour cible. Zahoor ul-Hassan a été enlevé le 10 mai 2023, dans le cadre d'une répression massive de l'opposition politique après les manifestations organisées le 9 mai dans tout le pays par le Mouvement du Pakistan pour la Justice (PTI), à la suite de l'arrestation de l'ancien Premier ministre Imran Khan. Il a été détenu pendant cinq mois et remis en liberté le 30 septembre 2023, après le rejet de quatre requêtes en *habeas corpus*. Au cours de cette période, il a été soumis à la torture psychologique et physique, en étant notamment placé à l'isolement dans une cellule de 1,80 mètre par 2,50 mètres, sans être exposé à la lumière du soleil pendant toute la durée de son enlèvement. Le père des frères, Qazi Habib ur Rehman, a lui aussi été enlevé le 10 mai 2023 et libéré le 12 mai. Azhar Mashwani a été enlevé le 23 mars 2023 alors qu'il était référent des réseaux sociaux pour Imran Khan, avant d'être libéré le 30 mars.

Mazhar ul-Hassan est professeur au Punjab College depuis 13 ans. Il a deux jeunes fils, âgés de 5 et 7 ans, et est l'unique soutien de famille. Il souffre de graves problèmes d'acide urique, d'hypertension et d'une blessure au genou suite à un accident récent, qui nécessite une prise en charge minutieuse. Il n'est membre d'aucun parti politique. Zahoor ul-Hassan est professeur d'informatique au Punjab Group of Colleges depuis 13 ans et a été promu chef du département il y a 4 ans. Il est père de quatre enfants âgés de 12, 11, sept et un an et demi. En raison de son dernier enlèvement, Zahoor fait régulièrement des cauchemars, éprouve des difficultés à dormir et d'autres problèmes de santé mentale. Depuis sa libération, il n'a pas pu reprendre son travail, ce qui a entraîné un lourd fardeau financier pour la famille, qui a dû s'endetter.

Ghulam Shabbir est un homme d'affaires et un habitant de Lahore qui n'est affilié à aucun parti politique. Il a deux fils. Son frère Shahbaz Gill est un membre actif du Mouvement du Pakistan pour la Justice (PTI). Il a été arrêté pour sédition et « incitation de la population contre les institutions de l'État » en 2022, après l'éviction du PTI du pouvoir.

Azhar Mashwani et Shahbaz Gill se trouvent actuellement tous deux en dehors du Pakistan et ils pensent que leurs familles sont prises pour cibles en raison de leur soutien au PTI, parti qui fait l'objet d'une forte répression de la part des autorités de l'État depuis qu'il a été évincé du pouvoir en avril 2022. Les arrestations et les détentions arbitraires de partisans du PTI et de personnes travaillant dans le milieu politique se sont intensifiées après les manifestations du 9 mai 2023 à travers le Pakistan : plus de 4 000 personnes sont concernées. Près de 105 personnes disparues de force au cours de cette période ont ensuite été jugées et condamnées par des tribunaux militaires, tandis que 85 sont toujours détenues par l'armée. De nombreux dirigeants politiques du PTI ont été arrêtés et contraints de démissionner du parti. Lors de l'élection générale du 8 février 2024, de graves restrictions ont été imposées aux droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique du PTI. La plateforme de réseaux sociaux X, anciennement Twitter, est interdite dans le pays depuis le 17 février 2024 pour lutter contre les allégations d'irrégularités électorales.

**LANGUE À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS :** Anglais

**MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE :** 31 octobre 2024

**PRÉNOMS, NOMS ET PRONOMS À UTILISER :** professeur Mazhar ul-Hassan (il) ; professeur Zahoor ul-Hassan (il) ; Ghulam Shabbir (il)